

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 29 janvier 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 novembre 2023

### **Partie nominative**

**STAL**

7 RUE RENE MORITZ  
67110 Reichshoffen

Affaire suivie par : PLANCY Sylvie  
Téléphone : 03 88 13 06 22  
Courriel : [sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sylvie.plancy@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : 0006700674 SP/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 9 novembre 2023 de l'établissement STAL implanté 7, RUE RENE MORITZ à Reichshoffen (67110). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Sylvie PLANCY, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspectrice de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Monsieur Andreas Böttger, Président de STAL
- Madame Rebecca Defontaine, Responsable du site
- Madame Anne Sophie Bachard, Société ANTEA
- Monsieur Jean Paul Droesch, ANTEA
- Me Ronan Dugué, avocat Schultze & Braun,
- Me Patrick Ehret, avocat Schultze & Braun

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement Sylvie Plancy	La coordinatrice de la mission reconquête des territoires dégradés : Ophélie JAMAIN	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 9 novembre 2023 de l'établissement STAL implanté 7, RUE RENE MORITZ à Reichshoffen (67110), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 29 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STAL**

7 RUE RENE MORITZ  
67110 Reichshoffen

Références : 0006700674

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 novembre 2023 dans l'établissement STAL implanté 7, RUE RENE MORITZ à Reichshoffen (67110). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STAL
- 7, RUE RENE MORITZ 67110 Reichshoffen
- Code AIOT : 0006700674
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société STAL à REICHSHOFFEN a été autorisée par arrêté préfectoral du 07 août 1974 à exploiter des installations de traitement des métaux. Elle a cessé ses activités et a notifié, par courrier daté du 5 mai 2022, cette cessation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité.

L'usage futur retenu est un usage industriel.

Les investigations visant à définir les mesures de maîtrise des risques propres à assurer la compatibilité du site avec un usage futur industriel ont été engagées par l'exploitant. Des investigations complémentaires sont à réaliser afin d'affiner les incertitudes sur les mesures et calculs (mesures d'air sous dalle ou air intérieur lorsque c'est possible,... etc) dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion.

Ce plan de gestion visant à l'atteinte de la compatibilité du site avec un usage industriel et proposant les mesures compensatoires permettant l'atteinte de la concentration maximale admissible (CMA) doit être mis en œuvre par l'exploitant et transmis à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en sécurité du site a été constatée lors de la visite du 30 novembre 2021. Cependant, le jour de la visite, deux portes dont l'une donnant sur l'extérieur du site sont retrouvées ouvertes. L'exploitant a transmis suite à la visite les éléments justifiant de la condamnation de ces deux portes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consultation sur l'usage futur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p>

**Constats :**

Par courrier daté du 23 mai 2022, l'exploitant, propriétaire du site, a consulté la communauté de communes (ComCom) du pays de Niederbronn-les-Bains sur l'usage futur du site STAL de Reichshoffen.

L'exploitant a proposé un usage futur industriel.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le courrier en réponse de la ComCom daté du 23 octobre 2023. La ComCom a émis un avis favorable à un usage industriel conformément au plan local d'urbanisme intercommunal.

**L'usage futur retenu est un usage industriel.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3

**Thème(s) :** Autre, Compatibilité avec l'usage futur

**Prescription contrôlée :**

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou pré-vues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

**Constats :**

L'exploitant a transmis suite à l'inspection le rapport ANTEA GROUP du 23 décembre 2022 exposé au cours de cette visite.

On peut noter que :

- 49 sondages ont été réalisés dans les sols en juillet 2022 ;
- les trois piézomètres du site ont été prélevés en août ;
- 10 prélèvements de gaz du sol ont été réalisés.

Le site présente diverses pollutions au niveau des sols notamment :

- aux hydrocarbures (max 3120 mg/kg),
- aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (max 110 mg/kg),
- en composés organiques halogénés volatils (COHV) (max 11,6 mg/kg)
- aux métaux (plomb max 52900 mg/kg, Zinc max 30900 mg/kg).

Des traces de BTEX (groupe de composés organiques volatils) et de polychlorobiphényles (PCB) sont également détectées.

Un dépassement en benzène est retrouvé en amont hydraulique (1,75 µg/L contre 1µg/L pour l'eau potable).

Des dépassements sont constatés au niveau des eaux souterraines en aval du site pour les COHV (1068 µg/L pour les 7 COHV détectés) avec notamment une teneur en trichloroéthylène (TCE) +

tétrachloroéthylène (PCE) de 261,2 µg/L pour une limite de potabilité de 10 µg/L, en bore (max 3350µg/L-limite de potabilité à 1000 µg/L).

Concernant les gaz du sol, les teneurs suivantes sont retrouvées :

- hydrocarbures totaux de 30320,8 µg/m<sup>3</sup> (max);
- somme des COHV 33645,94 µg/m<sup>3</sup> (max) avec une forte incertitude sur la mesure compte tenu de la saturation des supports ;
- BTEX 24,78 µg/m<sup>3</sup> (max).

Dans l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) réalisée, le scénario d'usage et d'exposition retenu prend en compte un usage industriel avec présence d'adultes uniquement. Les adultes sont présents pendant 42 ans, 220 jours par an et 8 heures par jour en intérieur et 1h par jour en extérieur. La voie d'exposition retenue est l'inhalation de gaz compte tenu de la couverture du sol présente ou à venir, dans le cadre de la réhabilitation du site (dalles des bâtiments, enrobés, couverture par de la terre végétale saine...).

Les calculs de risques basés sur les investigations sur les gaz du sol et la modélisation des transferts des substances volatiles concluent que le niveau de risques sanitaires (effets sans seuils) est supérieur au seuil de référence pour les futurs usagers du site dans le cadre d'un usage industriel.

La substance incriminée dans le dépassement du seuil de référence est le trichloroéthylène (TCE) qui représente 85 % des risques pour les ERI.

La CMA en trichloroéthylène associée à cette substance est évaluée à 1.17mg/m<sup>3</sup>.

Les dépassements mesurés de cette CMA se retrouvent principalement dans la partie Sud du site.

**Compte tenu de ces résultats, des investigations complémentaires visant à affiner les incertitudes sur les calculs (mesures d'air sous dalle ou air intérieur lorsque c'est possible, ... etc) peuvent être mises en œuvre. Un plan de gestion visant à l'atteinte de la compatibilité du site avec un usage industriel et proposant les mesures compensatoires permettant l'atteinte de la CMA doit être mis en œuvre par l'exploitant et transmis à l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite